FAO/ref. FO-5680/ Patrick Durst

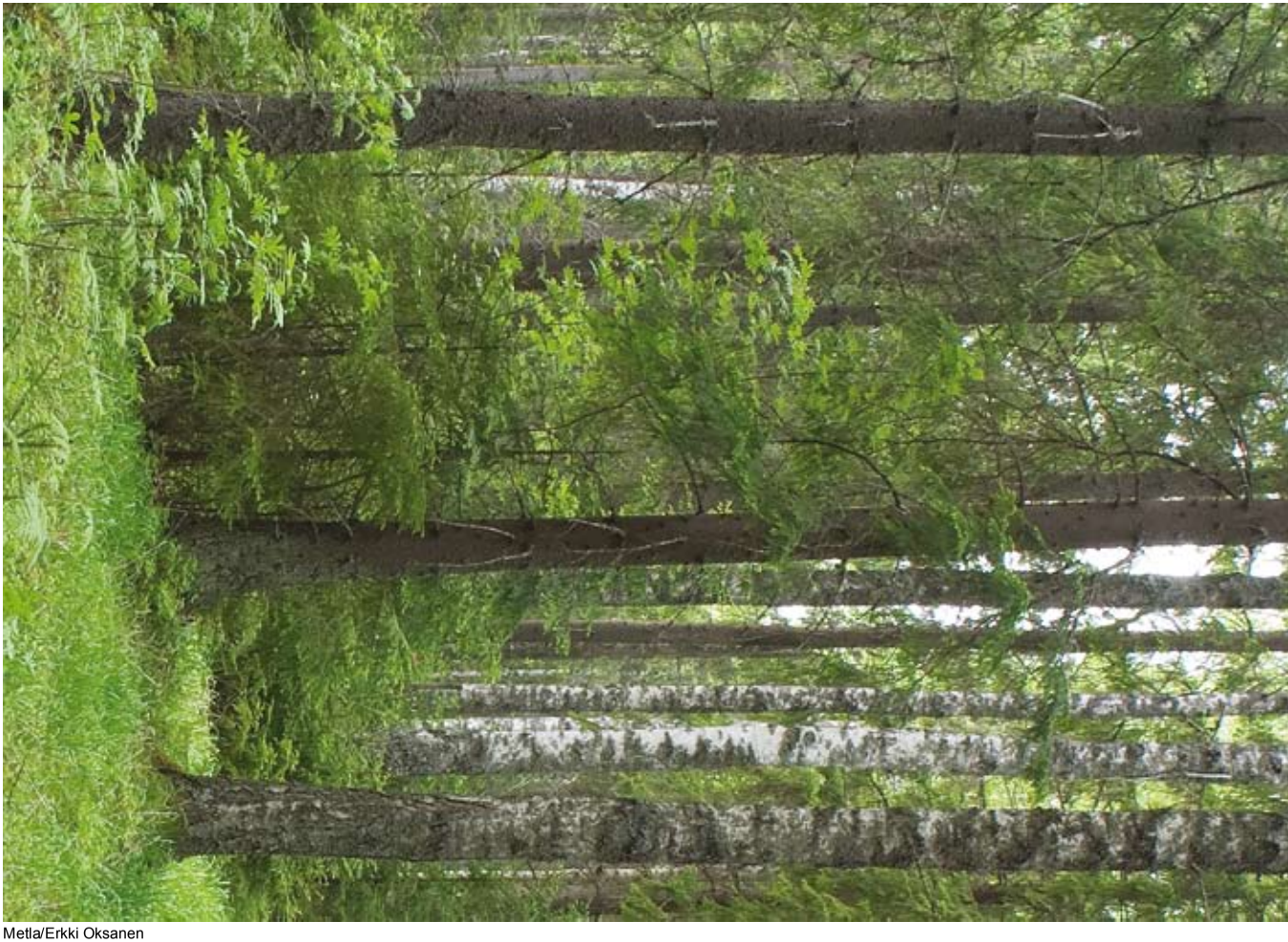
Énoncé de politique

Des forêts à gérer dans l'intérêt des gens et de la nature

– S'adapter aux facteurs mondiaux du changement

Rédacteurs

Pia Katila
Glenn Galloway
Gerardo Mery
Wil de Jong
Lauri Hetemäki
René I. Alfaro
Jari Varjo



Metla/Erkki Oksanen

FAO/ref. FO-5783/ Patrick Durst

Matti Nummelin

Sommaire

Résumé des principaux messages 4

I Les forêts sont essentielles au bien-être des personnes 7

II L'interaction des facteurs du changement entraîne des conséquences sur les forêts 9

III La coopération institutionnelle et une vaste participation s'imposent 19

IV La gestion intersectorielle à l'échelle du paysage est essentielle 25

V Le renforcement des capacités, la recherche et la formation sont d'une importance primordiale 29

Postface et remerciements 33

Résumé des principaux messages

1. C'est par une interaction complexe et observée à différents niveaux que les facteurs du changement touchent les forêts et les gens. Les processus mondiaux et régionaux peuvent agir directement les écosystèmes et les systèmes socioculturels à l'échelon local tandis que les décisions en chaîne prises à l'échelon local concernant l'utilisation des terres peuvent soit contribuer aux problèmes mondiaux, soit aider à en atténuer la gravité.
2. L'accroissement de la demande de produits et services forestiers crée de nouvelles perspectives d'emploi et de production. Pour tirer profit de ces possibilités, il faut assurer une coordination intersectorielle et adopter des approches de développement et de planification à l'échelle du paysage qui se concentrent simultanément sur diverses activités économiques et valeurs environnementales et sociales.
3. Pour aborder les défis complexes que posent les forêts et la foresterie, il convient de mettre l'accent sur la coopération et l'intersection stratégiques et institutionnelles à divers échelons (mondial, national, local). Il est important de promouvoir la compatibilité des objectifs des politiques sectorielles et d'accroître la coopération des administrations centrales, des gouvernements locaux et des établissements de formation et de renforcement des capacités.
4. La participation des intervenants est essentielle à la mise en place d'institutions et de politiques adéquates. L'accroissement de la participation passe par la sensibilisation, le renforcement des capacités et l'habilitation des populations locales. Les partenariats, les tribunes de collaboration et les réseaux créés à divers niveaux peuvent également favoriser la collaboration des intervenants et l'élaboration de politiques axée sur la participation ainsi que l'atteinte d'un consensus sur les stratégies et objectifs communs.
5. Des changements stratégiques progressifs, unidirectionnels et adaptatifs peuvent permettre de mieux faire face aux défis réels et produire des résultats plus efficaces que les changements stratégiques radicaux car ils créent des possibilités d'apprentissage continu à partir des résultats obtenus et qu'ils s'appuient sur les réussites.
6. Les institutions gouvernementales doivent s'efforcer de créer un milieu propice à la gestion durable des forêts et à la protection des moyens de subsistance en établissant des droits d'usage des produits forestiers et des services rendus par les écosystèmes ainsi qu'un cadre réglementaire favorable, et en luttant contre les activités illégales. Il convient d'élaborer et de mettre en œuvre des mécanismes de compensation à l'égard de ceux qui rendent des services écosystémiques, de sorte à faire de la conservation et la gestion durable des forêts des options d'utilisation des terres qui sont plus intéressantes.
7. Il faut renforcer la mise en œuvre de la gestion durable des forêts, en accordant plus d'attention aux processus décisionnels, au partage des bénéfices, à la gestion des risques et aux enjeux environnementaux, tout en faisant participer un large éventail d'intervenants, y compris de l'extérieur du secteur forestier. Il convient d'encourager l'adoption de mesures visant à promouvoir l'adaptation, aux changements climatiques, des forêts et des peuples tributaires des forêts et d'intégrer ces mesures au cadre de gestion durable des forêts.
8. Les approches de gestion adaptative qui intègrent la recherche et le suivi des résultats dans le but d'améliorer l'efficacité des interventions en matière de gestion constituent un moyen flexible et efficace de faire face à l'incertitude et au changement. La surveillance de la couverture forestière, des changements écologiques

FAO/ref. FO-7000/ H.Batuhan Günsen

que subissent les paysages forestiers ainsi que des conséquences socio-économiques et environnementales des diverses politiques et pratiques de gestion est essentielle à la gestion adaptative et à l'élaboration de politiques adaptatives.

9. Le renforcement des capacités est indispensable, car il permet de s'assurer que les responsables de la gestion des forêts possèdent le savoir et les compétences nécessaires pour favoriser la gestion durable des forêts et saisir les occasions qu'elle présente.

10. Il faut que les spécialistes soient formés de manière à avoir une compréhension élargie et multidisciplinaire du secteur forestier ainsi que du rôle qu'il remplit pour répondre aux besoins en services écosystémiques, promouvoir le développement rural et améliorer les conséquences du changement climatique. Ils doivent participer aux efforts interdisciplinaires déployés pour promouvoir et consolider la gestion durable des forêts, et assurer le leadership.

Anders Malmer

Gerardo Mery

Bruno Locatelli

Outre les services écosystémiques et le bois, les forêts et les arbres hors forêt fournissent de nombreux produits forestiers non ligneux, tels que des produits d'alimentation, des fibres, des résines, des huiles et des produits végétaux et animaux utilisés à des fins médicinales, cosmétiques ou culturelles. L'exploitation des produits forestiers non ligneux est particulièrement importante comme moyen de subsistance pour les pauvres.

I Les forêts sont essentielles au bien-être des personnes

La superficie forestière mondiale représente plus de quatre milliards d'hectares, soit 31 % des terres de la planète. Si la déforestation, attribuable principalement à la transformation des forêts en terres agricoles, semble diminuer dans plusieurs pays, elle se poursuit à un rythme alarmant dans d'autres. Quelque 13 millions d'hectares de forêt ont été convertis à d'autres usages ou perdus du fait de causes naturelles annuellement au cours des dix dernières années. Parallèlement, la superficie forestière a augmenté grâce au boisement et à l'expansion naturelle des forêts dans les régions boréales et tempérées ainsi que dans certains pays aux économies émergentes, comme la Chine, l'Inde et le Vietnam. La perte nette globale de forêts pour la période allant de 2000 à 2010 est évaluée à 5,2 millions d'hectares par an. Le recul de la forêt a lieu pour la plupart dans les régions tropicales.

Les forêts offrent un large éventail de produits et services essentiels au bien-être de l'humain. Elles contribuent à la subsistance d'une population évaluée à 1,6 milliard de personnes de par le monde. Les forêts jouent également un rôle important dans la séquestration du carbone, la régulation du climat, l'écoulement des eaux, la filtration de l'air et la lutte contre l'érosion, et elles abritent 80 % de la biodiversité terrestre mondiale. Si les forêts offrent un habitat pour la biodiversité, les services écosystémiques qu'elles rendent dépendent de cette biodiversité. Selon une évaluation récente, l'impact économique annuel lié à la perte de la biodiversité mondiale se situe entre 1,35 et 3,1 billions d'euros (soit 2 à 4,5 billions de dollars), ce qui équivaut à 7,5 % du produit intérieur brut mondial. Les forêts possèdent des valeurs culturelles et spirituelles. Elles sont importantes pour la détente, le tourisme et la beauté du paysage; elles contribuent également au bien-être émotif, notamment parce qu'elles favorisent l'évacuation du stress. La déforestation, le dépérissement de la forêt et la fragmentation des paysages forestiers entraînent la disparition de produits et services essentiels.

Au nombre des facteurs mondiaux du changement qui influent le plus sur les forêts et les produits et services forestiers figurent le changement climatique, la croissance démographique, l'urbanisation et les changements connexes en lien avec les valeurs et les habitudes de consommation, la mondialisation et la modification des marchés et des investissements, les innovations et progrès technologiques ainsi que les pressions exercées par d'autres secteurs de l'économie, tels que l'agriculture, l'énergie et l'industrie minière.

Certes, de nombreux facteurs du changement touchent les forêts, la foresterie et les populations tributaires des forêts à l'échelle de la planète, mais leurs effets sont plus durement ressentis dans les régions moins développées où les gens n'ont pas la capacité d'adaptation nécessaire en raison de la pauvreté, de la marginalisation institutionnelle et politique et de l'enclavement géographique par rapport aux centres de pouvoir.

La plupart des facteurs du changement ne sont pas nouveaux, mais le rythme du changement s'est toutefois accéléré et ses répercussions se sont aggravées avec le temps, ce qui amoindrit la capacité de nombreux paysages boisés à assurer les services écosystémiques. Il n'y a pas de temps à perdre puisqu'il faut du temps pour élaborer de nouvelles politiques et modifier celles qui existent déjà afin de faire face aux changements, et que leur mise en œuvre peut mettre encore davantage de temps. Il est urgent d'agir maintenant afin de réduire les effets négatifs des facteurs du changement et de relever les bienfaits qui peuvent en être tirés et les occasions qu'ils peuvent engendrer.

FAO/ref. FO-6134/Robyn Dalzen

Matti Nummelin

L'adaptation pourrait rallier un vaste soutien en faveur de la gestion durable des forêts à la lumière de la reconnaissance accrue du rôle important que tiennent les forêts pour fournir les services écosystémiques qui sont des plus importants à la réduction de la vulnérabilité de la société.

II L'interaction des facteurs du changement entraîne des conséquences sur les forêts

Il faut mettre un frein à la déforestation et renforcer la gestion durable des forêts pour lutter contre le changement climatique

La déforestation, le dépérissement de la forêt et le changement d'affectation des terres constituent des sources majeures d'émissions de carbone; elles contribuent pour environ 15 à 20 % des émissions actuelles. Les forêts jouent un rôle capital dans l'atténuation des changements climatiques. Elles offrent l'occasion unique de réduire les émissions à un coût relativement faible; il suffit de mettre fin à la déforestation et au dépérissement des forêts. Les forêts tropicales disparaissent toutefois à un rythme alarmant et, si nous n'intervenons pas dès maintenant, cette occasion pourrait ne plus s'offrir.

Même si des efforts efficaces sont déployés à court terme pour atténuer ces effets, les forêts seront touchées par le changement climatique et les facteurs de perturbation qu'il entraîne, notamment les inondations, la sécheresse, les feux de forêt et la pullulation de ravageurs. En raison du changement climatique et des changements ultérieurs que subiront la structure de la forêt et la couverture forestière, il pourrait s'ensuivre une diminution des effets positifs qu'ont les forêts sur le bien-être et la santé humaine. Le réchauffement peut, par exemple, favoriser l'apparition de maladies à transmission vectorielle.

L'adaptation des forêts et des gens au changement climatique soulève de nouveaux défis liés à l'évaluation de la vulnérabilité et à l'établissement des mesures d'adaptation ainsi qu'à leur mise en œuvre. La réduction des émissions provenant de la déforestation et du dépérissement des forêts, ainsi que l'accroissement des stocks de carbone des forêts dans les pays en développement (REDD+) représentent pour nombre de pays développés une occasion intéressante d'atteindre une partie de leurs objectifs de réduction des émissions grâce à des investissements effectués dans les forêts tropicales. Pour certains pays en développement, ce mécanisme pourrait constituer une source de financement supplémentaire permettant de soutenir la gestion durable des forêts, les programmes de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté.

Les efforts visant à promouvoir la gestion durable des forêts ne se sont pas révélés un grand succès. Tant que les contraintes auxquelles ont été soumis les efforts fournis par le passé ne seront pas surmontées, les mécanismes de financement du REDD+ ne permettront pas d'atteindre les objectifs visés. Il est donc essentiel de s'attaquer aux causes de la déforestation et de renforcer la gestion durable des forêts et sa mise en œuvre afin d'exploiter le potentiel que présentent les forêts pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.

Modifier et accroître la demande de produits et services forestiers

D'ici à 2050, la population mondiale devrait dépasser neuf milliards d'habitants et la proportion de citadins pourrait alors atteindre 70 %. L'augmentation de la demande d'aliments, la modification des habitudes de consommation et la production d'une énergie tributaire de la biomasse entraîneront l'accroissement de la demande de terres agricoles, la déforestation et le dépérissement de la forêt. L'urbanisation croissante et le changement concomitant

d'affectation des terres en périphérie des villes favoriseront la fragmentation des forêts. La population urbaine croissante valorisera de plus en plus les forêts pour les services écosystémiques qu'elles assurent, en particulier pour le maintien d'un cycle d'eau potable et la séquestration et le stockage du carbone, ainsi qu'en tant que lieu propice à la détente, à l'appréciation de la beauté et au renouveau spirituel. Les conflits et la concurrence que supposent les diverses utilisations des terres, l'aménagement et la conservation des terres s'intensifieront encore davantage.

Évolution mondiale des marchés et des investissements

Les marchés et les investissements mondiaux relatifs aux produits de la forêt ont connu une profonde transformation en raison de la mondialisation, des technologies de l'information et du rôle croissant des forêts de plantation d'Amérique latine et d'Asie. Ces changements amènent une polarisation croissante des marchés des produits forestiers et des investissements connexes entre les pays en développement et les pays développés. La récente crise financière mondiale a contribué davantage à accentuer ces tendances. Dans de nombreux pays développés, la demande et la production de produits forestiers classiques sont soit en lente progression, soit en stagnation, soit en déclin. Dans les économies émergentes comme la Chine, l'Inde, la Russie et les pays d'Amérique latine en revanche, les marchés et les capitaux investis dans les capacités de production du secteur connaissent une croissance rapide. Ces changements s'accompagnent de nouvelles possibilités d'emploi et de développement dans les secteurs forestiers des pays émergents.

Dans les pays tels que le Canada, les États-Unis, la Suède et la Finlande, qui ont une longue tradition d'exploitation forestière, la production forestière a connu un déclin, mais on y constate l'émergence d'innovations et de progrès technologiques qui permettent la production de nouveaux biens à partir du bois, notamment les biocarburants de la deuxième génération. L'Union européenne et certaines politiques étatiques qui encouragent l'utilisation des énergies renouvelables soutiennent activement ces processus d'innovation.

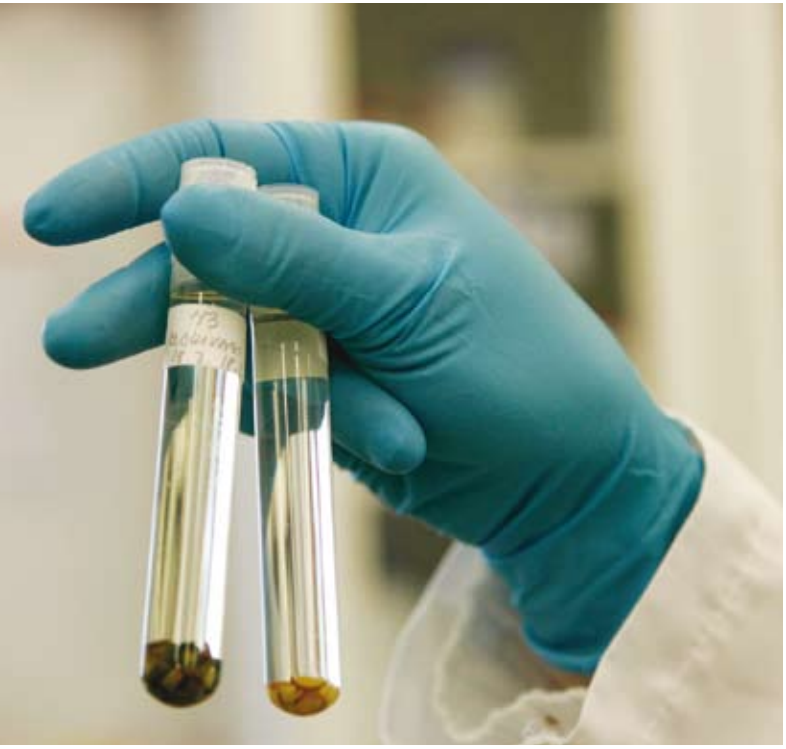
Matti Nummelin

La croissance démographique et l'urbanisation conduisent à l'augmentation et à la diversification de la demande de produits et services forestiers.

Le commerce international de la biomasse forestière à des fins énergétiques connaît une croissance rapide. Dans un certain nombre de pays, la bioénergie à base de bois pourrait vraisemblablement devenir un secteur de croissance et créer des emplois en production, récolte et transformation de la biomasse. Les terres pouvant être affectées à la production de bioénergie et la capacité des forêts à soutenir la productivité à un rythme intensif de récolte et de production varient extrêmement d'une région ou d'un pays à l'autre. Dans bon nombre des pays en développement, l'accroissement de la demande de biocarburants peut intensifier la concurrence entre les différentes utilisations du sol et donner lieu à des conflits entre les communautés locales et les entreprises qui créent de vastes plantations de biocarburants.

Metla / Erkki Oksanen

Metla / Erkki Oksanen



Metla / Erkki Oksanen

Les innovations et les progrès technologiques créent de nouveaux débouchés dans l'industrie forestière. Ils appuient le rôle du secteur forestier dans sa contribution à la bioéconomie – l'utilisation de ressources biologiques renouvelables et de bioprocessus en vue d'une production durable et écoefficace des biens.

Nécessité d'élaborer des politiques intersectorielles intégrées et des plans d'utilisation des terres

Les facteurs du changement qui influent le plus sur le secteur forestier trouvent souvent leur origine à l'extérieur du secteur. L'augmentation du prix des matières premières agricoles et les incitatifs à la production agricole et à l'élevage, par exemple, ont donné lieu à la déforestation parce que l'affectation de nouveaux espaces forestiers à la culture agricole devient plus intéressante du point de vue économique. Il est important de continuer à cerner et à quantifier l'ensemble des coûts économiques des politiques qui encouragent les pratiques agricoles et les autres activités économiques préjudiciables aux forêts.

FAO/ref. FO-6595/ Masakazu Kashio

Les techniques agricoles durables, l'agroforesterie et les arbres plantés sur des terres agricoles peuvent contribuer à la conservation de la biodiversité. Les arbres plantés sur des terres agricoles rendent divers services écosystémiques et constituent une importante source de produits ligneux et non ligneux.

FAO/ref.FO-5990/ Juntima Pongkraikitti

Les forêts et les arbres situés sur les terres agricoles jouent un rôle primordial au sein des paysages caractérisés par diverses utilisations, car ils fournissent des services écosystémiques, assurent la connectivité de l'écosystème et protègent les moyens de subsistance des communautés locales. L'aménagement global du territoire et la gestion des terres servent à créer des paysages fonctionnels où l'agriculture, la gestion durable des forêts, les aires de conservation et les autres utilisations s'intègrent de façon durable. Pour atteindre cet objectif, il faut adopter des approches intégrées et intersectorielles de développement et de planification des paysages, qui sont axées simultanément sur les activités économiques et sociales et les valeurs environnementales à l'échelle de vastes secteurs.

Parmi les principales difficultés qui entravent la capacité des activités forestières à contribuer aux moyens de subsistance des communautés locales figurent l'éloignement, de mauvaises infrastructures rurales, le manque de services sociaux de base et le peu d'institutions présentes. Les activités deviennent toutefois économiquement intéressantes lorsque les conditions propices se réunissent pour encourager la participation soutenue des communautés locales aux initiatives de développement forestier. Pour que la conservation et la gestion durable des forêts soient davantage intéressantes du point de vue de l'utilisation des terres, il faut élaborer et mettre en œuvre des mécanismes visant à compenser ceux qui fournissent des services bénéfiques à l'environnement, en particulier ceux dont l'objectif est d'atténuer le changement climatique.

Interaction complexe des facteurs du changement

L'interaction des facteurs du changement se fait à des niveaux complexes. Par exemple, les changements climatiques contribuent à l'accroissement des infestations d'insectes et des incendies de forêt, ce qui provoque le dépérissement des forêts, lequel entraîne l'augmentation

Anders Malmer

FAO/FO-5616/ Hiroshi Hiraoke

Les changements d'affectation des terres peuvent augmenter la demande d'eau et influer en même temps sur le cycle hydrologique et sur la qualité de l'eau. Les changements qui s'opèrent dans la configuration des pluies et les températures auront des conséquences directes sur la disponibilité de l'eau et modifient la nature et la répartition des forêts et du couvert arboré.

de la quantité de carbone rejetée dans l'atmosphère, qui aggrave à son tour les problèmes du changement climatique. L'augmentation de la demande mondiale de produits forestiers a conduit à la déforestation et au dépérissement des forêts, en particulier lorsque les problèmes de l'illégalité et de l'insuffisance des institutions ont débouché sur l'adoption de pratiques non durables. Les facteurs du changement ont un effet sur les diverses régions selon des intensités et des rythmes différents: dans les forêts boréales, le changement climatique a déjà un impact sur les écosystèmes forestiers et sur les communautés tributaires des forêts tandis que dans bon nombre des régions tropicales, les principales conséquences continuent de provenir de causes plus immédiates, notamment l'exploitation illégale du bois, la forte dépendance des communautés locales vis-à-vis des ressources forestières et la transformation des forêts en terres agricoles et en pâturages.

Les changements qui s'opèrent à l'échelle mondiale façonnent les réalités locales, et les changements qui s'opèrent à l'échelle locale ont des répercussions sur le plan mondial

Les facteurs mondiaux interagissent avec les réalités socio-économiques, écologiques, culturelles locales, et présentent de nouveaux défis qui nécessitent des solutions innovantes et adaptées sur le plan local.

Les processus qui se déroulent à l'échelle mondiale, tels que le changement climatique, peuvent avoir des conséquences directes sur la santé, sur la résistance et sur la durabilité des écosystèmes et des systèmes socioculturels aux échelons local et régional. Au même moment,

Anders Malmer

l'adaptation de la société élargie face au changement climatique dépend en général des mesures d'adaptation prises localement. Les solutions locales ou régionales influeront sur la capacité même des forêts à contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation.

La demande mondiale croissante de produits et services provenant de la forêt peut entraîner la création de nouveaux débouchés pour les petites exploitations, les entreprises forestières ayant un ancrage local et d'autres petites et moyennes entreprises. Afin de tirer profit de ces débouchés, les intervenants locaux doivent disposer de droits d'usage sûrs et à long terme des ressources de la forêt, avoir accès aux capitaux et disposer des ressources nécessaires pour mettre en œuvre des décisions d'ordre administratif et technique et des décisions de gestion. En outre, il est primordial de mettre en place un cadre politique et institutionnel favorable, qui ne freine pas les efforts visant à gérer les forêts et les ressources naturelles de manière durable.

L'interaction complexe des facteurs du changement menace les forêts amazoniennes

Les forêts amazoniennes sont une réserve de biodiversité importante pour la planète, un lieu de conservation du dioxyde de carbone et une source d'émissions de gaz à effets de serre provenant de la déforestation. Elles jouent un rôle important parce qu'elles procurent des moyens de subsistance aux communautés locales et des ressources aux économies nationales. La région amazonienne est dynamique et subit des changements rapides en raison de la croissance démographique, de l'urbanisation et du développement des infrastructures; environ deux tiers de ses habitants vivent en zone urbaine.

Les facteurs qui entraînent directement la déforestation en Amazonie sont l'élevage du bétail, la production du soja, le développement des infrastructures ainsi que l'exploitation de la forêt, du pétrole et du gaz. L'élevage du bétail demeure l'une des causes directes les plus importantes de la déforestation au Brésil et en Bolivie. Par ailleurs, la culture du soja s'est développée à un rythme sans précédent dans certaines régions. Entre 1990 et 2007, la superficie des terres consacrées à la culture de soja est passée de 1,55 à 5,07 millions d'hectares dans l'État brésilien de Mato Grosso. L'extension des réseaux routiers constitue également un facteur contribuant à la disparition de la forêt: en l'absence d'autres solutions économiques compétitives et face au manque d'autorité de la loi, les routes attirent des travailleurs pauvres immigrés ainsi que des intérêts commerciaux en quête de bois précieux et de terres à cultiver. Selon certaines estimations, à défaut d'améliorer considérablement le cadre de gouvernance environnementale, on peut s'attendre à ce que l'agrandissement du réseau routier en Amazonie entraîne la disparition, principalement au Brésil, de 40 % des forêts primaires amazoniennes d'ici à 2050. Depuis les années 1990, l'exploitation du pétrole et du gaz, et la pollution environnementale qui l'accompagne, a connu une évolution significative, surtout en Équateur et au Pérou. Environ 72 % de l'Amazonie péruvienne font partie des concessions pétrolières et gazières.

Au Brésil, en Bolivie et au Pérou, l'industrie du bois d'œuvre joue un rôle important dans le dépérissement de la forêt. L'exploitation illégale du bois est une pratique répandue qui se poursuit en toute impunité, ce qui compromet le succès des deux principales approches adoptées dans le but de promouvoir la conservation de la forêt, à savoir l'adoption de lois environnementales et la création d'aires protégées (y compris les réserves d'extraction, les territoires autochtones et les aires de conservation régionales). L'exploitation du bois est également inefficace du point de vue de technique et, très souvent, débouche sur le gaspillage excessif et la détérioration de la forêt.

Grâce à la surveillance et à la mise en application de la réglementation, les autorités sont beaucoup mieux à même de régir l'utilisation des ressources et de coordonner les efforts de conservation. Toutefois, les proportions alarmantes de l'exploitation illégale du bois et la transformation destructrice et non autorisée des terres révèlent que les capacités actuelles ne suffisent pas à limiter les pratiques économiques non viables dans la région.

Bruno Locatelli

FAO/FO-6582/Masakazu Kashio

Les facteurs du changement influent sur les paysages forestiers qui touchent les frontières nationales, ce qui met en évidence la nécessité d'une collaboration transfrontalière et régionale.

Messages essentiels I

- Si la demande mondiale de produits et services forestiers augmente, la déforestation, le dépérissement de la forêt et le fractionnement des paysages forestiers menacent cependant leur disponibilité.
- Les facteurs du changement interagissent de manière complexe et à différents niveaux. Les processus mondiaux et régionaux peuvent agir directement sur les écosystèmes et les systèmes socioculturels à l'échelon local tandis que les décisions en chaîne prises à l'échelon local concernant l'utilisation des terres peuvent soit contribuer aux problèmes mondiaux, soit aider à en atténuer la gravité.
- L'accroissement de la demande de produits et services forestiers crée de nouvelles perspectives d'emploi et de production. Pour tirer profit de ces possibilités, il faut assurer une coordination intersectorielle et adopter des approches de développement et de planification à l'échelle du paysage qui se concentrent simultanément sur diverses activités économiques et valeurs environnementales et sociales.
- Il convient d'élaborer davantage de mécanismes de compensation à l'égard de ceux qui fournissent des services environnementaux et d'en assurer la mise en œuvre, de sorte que la conservation et la gestion durable des forêts constituent des solutions plus intéressantes en ce qui concerne l'utilisation des terres.

Wil de Jong

L'adaptation des institutions locales est nécessaire si l'on veut que les nouvelles politiques cadrent parfaitement avec les pratiques, coutumes et règlements locaux. Par ailleurs, les politiques et pratiques doivent être faciles à comprendre et à maîtriser, et ne doivent pas être contraires aux principes moraux, culturels et économiques des communautés locales.

III La coopération internationale et une vaste participation s'imposent

Nécessité de promouvoir une coopération institutionnelle intersectorielle

Aucune institution (convention, organisation ou politique) ne peut à elle seule affronter les défis urgents, complexes et interdépendants que posent les forêts et la foresterie. L'adoption de solutions appropriées passe par la coopération et l'intersection des stratégies et des institutions aux échelons local, national et mondial.

Des politiques sectorielles contradictoires et des obstacles liés à la réglementation ou au marché peuvent entraîner l'adoption de pratiques d'exploitation non viables et la déforestation. Les politiques de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et de développement économique peuvent compromettre les efforts déployés pour promouvoir la gestion durable et la conservation des forêts. Les objectifs visés par les politiques sectorielles doivent être compatibles. Les décideurs doivent également s'efforcer d'anticiper les éventuelles conséquences que pourraient avoir les politiques ou instruments qu'ils proposent lors de leur intégration aux politiques et initiatives en cours au sein du secteur forestier et à l'extérieur de celui-ci.

Marko Katila

Dans de nombreux pays, la décentralisation s'est traduite par le transfert aux administrations provinciales et municipales de fonctions et responsabilités gouvernementales. Toutefois, ce transfert ne s'est pas accompagné des ressources nécessaires, et les capacités n'ont pas été renforcées en conséquence. Cette situation a compromis le succès des politiques de décentralisation visant à promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles. Dans certains cas, elle a même encouragé la pratique d'activités illégales.

L'atteinte des objectifs visés par les politiques mondiales et nationales dépend de leur application réussie à l'échelon local. La collaboration qui s'effectue entre les administrations centrales, les gouvernements locaux et les organismes de formation et de renforcement des capacités raffermit les liens entre les politiques et leur mise en œuvre aux échelons national et infranational. Elle encourage les progrès vers l'atteinte des objectifs stratégiques, tels que la lutte contre la pauvreté et la gestion durable des forêts. La mise en œuvre des politiques nationales (par exemple, lois, règlements) repose sur la sensibilisation, la formation et le renforcement des capacités. Les organismes spécialisés en formation et en renforcement des capacités peuvent contribuer à la mise en œuvre des dif-

férentes politiques sur le terrain en procédant au transfert des compétences et des capacités nécessaires aux divers intervenants.

Idéalement, il faudrait que la coopération institutionnelle soit relativement stable, adaptative et axée sur le problème. Le suivi des conséquences des politiques est essentiel au rajustement des politiques au fil du temps.

Nécessité d'une vaste participation

En général, les approches de gestion des ressources naturelles préconisées par les experts ont cédé la place aux approches participatives qui visent à intégrer le savoir et les intérêts locaux, ainsi qu'à promouvoir l'adoption des approches et politiques par les communautés locales. Cette évolution doit se faire si l'on veut mettre en place les institutions et les stratégies nécessaires et obtenir un appui plus vaste. La sensibilisation, le renforcement des capacités et l'habilitation des populations locales sont essentiels à l'accroissement de la participation. Les organismes d'éducation, de formation, de recherche et de diffusion jouent un rôle déterminant dans la promotion de la participation des intervenants et de l'apprentissage interactif.

Les divers partenariats, tribunes de collaboration et réseaux créés aux échelons local, national et international ont contribué à favoriser la participation d'un vaste éventail d'intervenants et à intégrer des intérêts diversifiés et souvent concurrents à l'échelle de vastes paysages. Les résultats obtenus dans les corridors biologiques au Costa Rica et la gestion des forêts naturelles au Honduras montrent que ce type de tribunes est fructueux si les intervenants s'identifient aux objectifs communs. Les Programmes forestiers nationaux ont été conçus pour encourager la création et la fonctionnalité de ces types de tribunes susceptibles d'orienter le développement forestier au niveau national. Toutefois, peu de gouvernements possèdent l'expérience, les compétences, les ressources financières et la volonté nécessaires pour promouvoir ces tribunes et ainsi encourager une vaste participation. Il est indispensable de transmettre l'information aux groupes d'intervenants et de mettre au point les outils nécessaires pour favoriser la prise de décisions au sein de ces réseaux et tribunes.

Matti Nummelin

Il faut tenir compte des attitudes et des valeurs si l'on veut obtenir le soutien du public, faire accepter les nouvelles politiques et approches et réussir à les mettre en œuvre. La compréhension des réalités locales est essentielle à l'élaboration de politiques qui donnent suite aux intérêts et préoccupations des communautés locales.

Antti Asikainen

Nécessité d'élaborer une stratégie progressive

Les changements progressifs et unidirectionnels de stratégie produisent souvent les résultats souhaités plus efficacement que les changements immédiats et radicaux parce qu'ils permettent l'apprentissage continu à partir des résultats obtenus et favorisent l'élaboration de politiques adaptatives. Une élaboration progressive offre également la possibilité de corriger directement ou indirectement les conséquences inattendues. Les changements radicaux peuvent provoquer des réactions disproportionnées aux conséquences peu souhaitables, telles que la déstabilisation du marché et le développement non durable. Dans un monde caractérisé par l'évolution de la demande de produits et services forestiers ainsi que par l'incertitude provoquée par le changement climatique, par exemple, il est essentiel de tirer des leçons à partir des résultats obtenus. La surveillance des résultats permet d'en comprendre l'efficacité et d'adapter les politiques en fonction des circonstances.

Réussite du mécanisme REDD+

La mise en place de dispositifs REDD+ crédibles suppose des efforts à long terme en vue de créer et de modifier des institutions, de renforcer les processus de gouvernance et de développer les capacités nécessaires pour mettre en œuvre de nouveaux modèles de gestion des forêts. La mise en œuvre du mécanisme REDD+ ne pourra se faire qu'à un rythme qui permette la participation significative de tous les intervenants visés qui souhaitent arriver à un consensus quant aux approches à adopter pour exploiter le potentiel des forêts tout en contribuant à atténuer les effets du changement climatique.

Dans la plupart des cas, il faudra faire participer les communautés locales à la gestion des actifs carbone de leur forêt pour arriver à mettre en œuvre avec succès le mécanisme REDD+, et leur permettre de tirer pleinement profit des nouveaux marchés du carbone et des autres mécanismes de financement. Pour atteindre ces objectifs, il est impératif de garantir et de clarifier les droits que détiennent les communautés locales sur le carbone et sur les terres forestières.

Le REDD+ doit relever de nombreux défis pour devenir efficace. D'un point de vue institutionnel, les principaux défis consistent à (1) améliorer les mécanismes institutionnels qui façonnent et intègrent le REDD+ pour faciliter une vaste participation, (2) renforcer les systèmes de surveillance, de communication et de vérification et (3) promouvoir le renforcement des relations horizontales et verticales en vue de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des nouveaux dispositifs REDD+.

Nécessité de créer un environnement favorable

Les organismes publics ont un rôle important à jouer dans la création d'un milieu favorable à la gestion durable des forêts et dans la contribution des activités forestières aux moyens de subsistance. Les règlements et les politiques doivent être adaptés aux divers contextes écologiques, sociaux, culturels et économiques; la recette nécessaire pour assurer le succès diffère d'une région à une autre. Plusieurs conditions communes sont souvent considérées comme importantes pour favoriser la gestion durable des forêts:

Des droits d'usage forestiers garantis et bien définis sont essentiels à l'application de mesures d'incitation et à l'encouragement des investissements dans la gestion et la conservation de la forêt. Tant que ces droits ne sont pas garantis pas la loi, ils peuvent être vulnérables aux pressions et aux changements politiques. La suppression ou l'abrogation des droits d'usage peut avoir des conséquences environnementales et socioéconomiques négatives. Les mécanismes supplémentaires de lutte contre les changements climatiques (REDD+) en voie d'élaboration soulignent davantage l'importance de la protection des droits à la forêt, notamment le droit de bénéficier des services fournis par les écosystèmes ainsi que la reconnaissance et l'officialisation des droits indigènes.

L'adoption de règlements favorables est indispensable. Les exigences réglementaires complexes de la gestion, de la récolte, de l'utilisation et de la commercialisation des produits forestiers empêchent souvent les petits exploitants et les communautés de pratiquer une foresterie durable, et peuvent encourager l'adoption de pratiques illégales. Le respect des exigences administratives peut être coûteux, inefficace et extrêmement difficile pour les communautés et propriétaires des forêts qui ne bénéficient pas d'un soutien professionnel adéquat. Il est parfois nécessaire de procéder à la simplification des procédures bureaucratiques et à l'ajustement approprié des normes et règlements. La réglementation doit tenir compte des divers facteurs locaux, faciliter plutôt que restreindre la gérance responsable et être suffisamment simple pour que les intervenants locaux puissent la comprendre et la mettre en application.

Les politiques et la réglementation doivent être relativement stables. Les politiques qui changent fréquemment engendrent de l'incertitude et découragent les investis-

CIFOR/Peter Cronkleton

Pour favoriser la gestion durable des forêts et la contribution des activités forestières aux moyens de subsistance, il faut que l'accès légal aux ressources s'accompagne du savoir-faire et des ressources financières nécessaires pour y investir et en tirer profit.

sements dans les forêts. L'engagement à long terme doit se traduire par des investissements publics et le soutien continu aux activités forestières durables et à la conservation de la forêt.

Il est indispensable de renforcer la lutte contre les activités illégales et la corruption qui font obstacle à la mise au point et à la consolidation des pratiques de foresterie durables. Dans nombre de pays, la législation n'est pas mise en œuvre ou exécutée de manière efficace. La répression des activités illégales nécessite le renforcement des capacités afin d'assurer le suivi, la mise en application et le respect à tous les niveaux des lois et règlements en matière de forêt. Le succès des mécanismes permettant de compenser les intervenants locaux en échange des services environnementaux qu'ils assurent, par exemple le REDD+, dépend de l'application efficace de la loi et de la légalité. Par ailleurs, les bénéfices doivent être acheminés aux véritables fournisseurs des services environnementaux.

La durabilité des moyens de subsistance constitue une condition préalable à la gestion durable des forêts. La disponibilité des services de base tels que l'éducation, les soins de santé, l'eau et les infrastructures locales appropriées jette les assises des moyens de subsistance durables. Au-delà de l'exploitation à des fins de subsistance, les forêts peuvent contribuer à créer des revenus. Tout comme l'accès au capital et à la technologie, la création de possibilités commerciales et l'intégration avantageuse des petites et moyennes entreprises forestières dans les chaînes d'approvisionnement et de valeur accroissent les possibilités de générer des revenus. Les partenariats public-privé et communauté/petits exploitants-entreprises fournissent les outils nécessaires pour faire face aux défis communs.

FAO/FO-6810/ Masakazu Kashio

Messages essentiels II

- Pour aborder les défis complexes que doivent relever les forêts et la foresterie, il convient de mettre l'accent sur l'intersection et la coopération institutionnelles aux divers échelons (mondial, national, local). Il est important de promouvoir la compatibilité entre les objectifs des politiques sectorielles et de renforcer la coopération entre les administrations centrales, les gouvernements locaux et les établissements de formation et de renforcement des capacités.
- La sensibilisation, le renforcement des capacités et l'habilitation des populations locales sont essentiels si l'on veut favoriser une vaste participation et promouvoir l'adoption d'approches et politiques au sein des communautés locales. Les partenariats, les tribunes de collaboration et les réseaux créés à divers niveaux peuvent également favoriser la collaboration des intervenants, l'élaboration de politiques axée sur la participation et l'atteinte d'un consensus sur les stratégies et objectifs communs.
- Des changements stratégiques progressifs, unidirectionnels et adaptatifs peuvent permettre de mieux faire face aux défis réels et produire des résultats plus efficaces que les changements stratégiques radicaux car ils créent des possibilités d'apprentissage continu à partir des résultats obtenus.
- Les institutions gouvernementales doivent s'efforcer de créer un milieu propice à la gestion durable des forêts et à la protection des moyens de subsistance en établissant des droits d'usage des produits forestiers et des services rendus par les écosystèmes ainsi qu'un cadre réglementaire favorable, et en luttant contre les activités illégales.

IV La gestion intersectorielle à l'échelle du paysage est essentielle

Étendre la gestion durable des forêts et renforcer sa mise en œuvre

La gestion durable des forêts est devenue un paradigme international dominant en matière de foresterie; elle constitue le principe fondamental des pratiques forestières et du développement des forêts. En règle générale, la gestion durable des forêts vise à trouver un équilibre entre la demande croissante de produits et services forestiers et la nécessité de préserver la superficie, la santé et la diversité des forêts. À l'échelle mondiale toutefois, la gestion durable des forêts n'est toujours pas largement appliquée et il faut en renforcer la mise en œuvre.

La gestion durable va au-delà de l'adoption de pratiques de gestion dans un secteur particulier de la forêt, même si cette méthode a souvent constitué son axe principal. En effet, une compréhension adéquate de la gestion durable des forêts englobe un large éventail de processus et de liens sociaux, économiques et environnementaux qui influent sur la prise de décision, le partage des bénéfices et les conséquences environnementales liées aux forêts, ainsi que les liens qui existent entre le secteur forestier et les autres secteurs d'un territoire donné. Dans chaque pays, les politiques doivent intégrer l'impératif de l'adaptation de la forêt à sa gestion durable et promouvoir la coordination intersectorielle en vue de lier le secteur forestier et les autres secteurs dans le cadre des politiques d'adaptation. Dans un monde caractérisé par l'évolution des contextes sociaux, économiques et environnementaux ainsi que par l'incertitude découlant du changement climatique, la gestion durable des forêts doit épouser l'idée d'une amélioration continue qui s'adapte aux approches et objectifs.

Nécessité d'assurer une gestion adaptative à l'échelle du paysage

La gestion adaptative constitue un moyen flexible et efficace de composer avec l'incertitude et l'imprévisibilité. Il s'agit d'une approche de gestion dynamique des forêts. Dans le cadre de cette approche, les conséquences des décisions et des pratiques de gestion font l'objet d'une suivi continu et sont mises à profit, de même que les résultats de la recherche, pour modifier les activités en vue de la réalisation des objectifs de gestion.

La surveillance de l'évolution du paysage constitue un élément essentiel de toute stratégie de gestion adaptative. La gestion adaptative axée sur la collaboration peut contribuer à favoriser le rapprochement d'intérêts divergents concernant l'utilisation des paysages boisés. La modélisation du paysage constitue un outil des plus utiles pour anticiper et quantifier le changement et la dynamique du changement, et pour axer la science sur les décisions stratégiques qui orientent la gestion forestière.

Pour soutenir la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, il faut déployer des efforts afin de préserver les arbres et un large éventail de types de forêts à l'échelle du paysage, grâce à la création d'aires protégées conjuguée à l'adoption de pratiques de gestion durables. Il importe de réduire la fragmentation du paysage si l'on veut assurer la conservation de la biodiversité et des services écosystémiques connexes. Il faut de plus s'efforcer de rétablir l'intégrité du paysage grâce aux couloirs biologiques et à la connectivité du paysage, ce qui facilite la migration des espèces et assure la survie à long terme des populations.

Metla/Erkki Oksanen

La gestion adaptative axée sur la collaboration peut contribuer à servir les intérêts des divers intervenants et faciliter l'intégration des divers modes d'utilisation des terres à l'échelle des paysages.

Plus de la moitié des forêts du monde (57 %) ont été touchées par l'activité humaine, ce qui signifie qu'il faut s'intéresser davantage à la reconnaissance de la valeur et de l'importance des forêts perturbées et des forêts secondaires. Dans les tropiques, les approches de gestion visant à restaurer ces forêts sont rares. Les forêts plantées représentent environ 7 % de la surface forestière au monde. Bien établies et gérées de manière appropriée, les plantations ont un rôle important à jouer pour répondre à la demande de produits forestiers et remettre en état les terres dégradées.

Préserver des forêts saines

Il faut adopter de nouvelles approches fin de soutenir et d'améliorer la santé de l'écosystème forestier dans des environnements marqués par des changements. Il convient notamment de tenir compte d'un grand nombre de facteurs techniques et écologiques qui dépassent le cadre de la gestion visant à assurer la production durable des produits forestiers ligneux et non ligneux et à atténuer l'impact des opérations de récolte. Si ces objectifs demeurent importants, les menaces et l'incertitude associées au changement climatique appellent toutefois l'adoption d'approches de gestion qui préservent la complexité de l'écosystème.

Les forêts secondaires d'Afrique de l'Ouest

Les forêts secondaires sont des forêts qui se sont régénérées après avoir subi des perturbations considérables dues à la nature ou provoquées par l'humain. Elles représentent environ 90 % des forêts d'Afrique de l'Ouest. Les forêts secondaires font souvent l'objet d'un dépérissement et d'une fragmentation, et sont soumises à de fortes pressions, en particulier, en raison de la culture sur brûlis. Dans la plupart des cas, les forêts secondaires ne sont pas gérées de manière durable. Afin d'élaborer des solutions de gestion viable, il faut mieux comprendre ces écosystèmes ainsi que les exigences et attentes des populations vivant à la lisière de ces forêts. Il est possible d'accomplir des progrès en matière de gestion des forêts secondaires (1) en faisant intervenir les communautés locales, (2) en diminuant les agents destructeurs des forêts (incendies, broutage, agriculture et coupe non durable du bois) et (3) en tenant compte des facteurs de planification de la gestion (âge et composition, historique du site, et état) et des objectifs de gestion et d'usages multiples des forêts. Les pratiques d'agroforesterie et l'utilisation des produits forestiers non ligneux peuvent servir à compléter la gestion sylvicole des forêts secondaires. Un certain nombre de partenariats réunissant des petits exploitants/communautés et des sociétés ont montré qu'il est possible d'encourager la culture des arbres.

La biodiversité est étroitement liée aux services écosystémiques rendus par les forêts. Les changements touchant la richesse, l'abondance et la composition d'un écosystème peuvent avoir des conséquences négatives sur la quantité et la qualité des services fournis, notamment la séquestration du carbone, la pollinisation et la lutte contre les insectes nuisibles. Il est possible de restaurer, du moins en partie, un certain nombre de services écosystémiques par l'adoption de pratiques d'utilisation des terres qui favorisent la conservation et la restauration de groupes fonctionnels et de communautés spécifiques. En outre, la diversité biologique est directement proportionnelle à la capacité des écosystèmes à résister et à s'adapter aux changements.

Adaptation fondée sur l'écosystème

L'adaptation fondée sur l'écosystème (EBA) constitue une nouvelle approche multisectorielle à plusieurs échelles qui tient compte du rôle que jouent les services fournis par les écosystèmes pour rendre la société moins vulnérable au changement climatique. Pour s'assurer que les forêts contribueront à l'adaptation de la société élargie dans les années à venir, l'EBA vise à réduire les menaces qui pèsent actuellement sur les services écosystémiques en préservant les forêts, en assurant leur gestion durable et en favorisant leur adaptation. L'EBA accorde une importance particulière à l'utilisation des services offerts par l'écosystème forestier aux fins de l'adaptation sociétale. Cela signifie, par exemple, que l'on prend en compte l'accès aux produits forestiers et les droits d'en bénéficier et que l'on sensibilise la population à l'importance des forêts pour l'adaptation de la société.

Sur le plan génétique, on estime que les divers écosystèmes dotés de structures d'âges et d'espèces diversifiés ont les meilleures chances de s'adapter aux changements à venir. Un certain nombre de mesures peuvent augmenter la résistance des forêts face au déclin de la santé de l'écosystème forestier provoqué par le climat. Il y a notamment l'accroissement de la complexité et la conservation de la variabilité génétique au moyen de la protection des principales populations. Il est aussi possible d'aider les plantes de la forêt à migrer et à s'adapter au changement. Il est essentiel de procéder au réoutillage des approches de gestion conventionnelles, axées sur une planification centralisée de la stabilité et des moyens de lutte, afin de permettre aux systèmes écologiques et sociaux de faire face aux changements, de s'y adapter et de les façonner.

Matti Nummelin

Messages essentiels III

- Il faut renforcer la mise en œuvre de la gestion durable des forêts, en accordant plus d'attention aux processus décisionnels, au partage des bénéfices et aux enjeux environnementaux, tout en faisant participer un large éventail d'intervenants, y compris de l'extérieur du secteur forestier.
- Il convient d'encourager l'adoption de mesures visant à promouvoir l'adaptation, aux changements climatiques, des forêts et des peuples tributaires des forêts, et d'intégrer ces mesures dans le cadre de la gestion durable des forêts. Il est de la plus haute importance de renforcer la coordination intersectorielle visant à intégrer le secteur forestier avec les autres secteurs dans le cadre des politiques d'adaptation.
- Les approches de gestion adaptative qui intègrent la recherche et le suivi des résultats dans le but d'améliorer l'efficacité des interventions en matière de gestion constituent un moyen flexible et efficace de faire face à l'incertitude et au changement.
- La préservation de la biodiversité est importante pour les services écosystémiques rendus par les forêts. Par ailleurs, les écosystèmes biologiquement différents sont les mieux à même de s'adapter aux changements à venir.

V Le renforcement des capacités, la recherche et la formation sont d'une importance primordiale

Le renforcement des capacités est indispensable pour la gestion durable des forêts

Le renforcement des capacités est primordial si l'on veut combler le fossé qui sépare souvent l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre à grande échelle. Il doit cibler un large éventail d'intervenants à divers niveaux: les décideurs, les gestionnaires de forêt, les propriétaires forestiers, les représentants des communautés et des sociétés, les travailleurs du secteur forestier, etc., et leur transmettre les connaissances et les compétences nécessaires. En fonction du groupe cible, les compétences nécessaires varient: il peut s'agir d'aspects sociaux et organisationnels, dont le perfectionnement des compétences de leadership pour le développement durable; d'aspects écologiques et techniques, qui englobent les capacités de recherche et de suivi; d'aspects liés au développement opérationnel et à l'administration; d'aspect politico-juridiques; et d'aspects liés à la gouvernance, pour le réseautage, la communication et l'échange d'information, y compris l'importante technique de la négociation. Par exemple, pour que la participation des communautés locales à la planification, à la gestion et à l'utilisation des forêts soit fructueuse, il faut adopter des moyens d'organisation adéquats, assurer un leadership local et se doter des moyens nécessaires pour planifier et mettre en œuvre une gamme d'activités (travaux techniques, gestion, organisation de l'entreprise, etc.). Le renforcement des capacités doit continuer à évoluer au diapason des conditions socioéconomiques, environnementales et technologiques changeantes.

Le transfert de technologie est un enjeu important du développement du secteur forestier à l'échelle mondiale. Il doit se faire si l'on veut corriger les déséquilibres qui existent entre les pays en développement et les pays développés. Il constitue également un élément essentiel des mécanismes d'atténuation des changements climatiques à venir qui se fera par le transfert des technologies nécessaires au suivi de l'équilibre carbone et des effets des mesures d'atténuation. Il faut associer le transfert de technologie au renforcement des capacités, ce qui peut, dans le cas des mécanismes d'atténuation du changement climatique, également inclure les capacités communautaires en surveillance des changements touchant les forêts et les stocks de carbone.

Recherche et suivi: fondements de la gestion adaptative et du développement institutionnel

Si la complexité de la foresterie s'accroît et que le besoin de disposer d'informations pour orienter les décisions est plus pressant que jamais, la capacité de recherche dans la plupart des régions du monde est demeurée inchangée ou a diminué, en particulier dans les pays en développement. Il faut que la recherche s'intéresse à un ensemble de sujets, comme la composition et le développement des forêts, la diversité génétique, la régénération, les nombreuses questions socio-économiques et de gouvernance, les principes directeurs applicables à la gestion durable des forêts, ainsi que les conséquences du changement climatique sur les forêts et sur les populations tributaires des

FAO/ref. FO-0089

Une meilleure utilisation du savoir traditionnel conjuguée à une meilleure intégration de ce savoir aux connaissances scientifiques peuvent et doivent offrir de nouvelles perspectives et une autre compréhension.

forêts. Il faut fournir des données de base permettant de suivre l'évolution de la couverture forestière et de l'état de la forêt ainsi que les autres variables telles que la biodiversité et les stocks de carbone contenus dans la forêt.

La gestion adaptative et l'élaboration d'une politique adaptative doivent reposer sur la surveillance de la couverture forestière, des changements écologiques qui s'opèrent dans les forêts et des conséquences socio-économiques et environnementales des différentes politiques et pratiques de gestion.

Puisque les problèmes liés à la foresterie touchent différentes disciplines de la recherche, il est nécessaire d'adopter une approche interdisciplinaire si la recherche doit répondre aux besoins d'information des responsables de l'élaboration des politiques et des décideurs. La recherche vise en priorité à cerner et à quantifier les pressions exercées par les autres secteurs sur les forêts afin d'évaluer les coûts réels du changement d'affectation des terres et de chercher de nouvelles formes d'intégration durable des différentes utilisations des terres à l'échelle du paysage.

Nécessité d'engager de nouveaux experts

L'enseignement forestier doit changer, et cette nécessité a été reconnue; toutefois, la plupart des programmes d'études sont périmés et ils n'apportent pas de solutions aux problèmes importants que sont la gestion intégrée des ressources naturelles, la gouvernance en matière de forêts, la biodiversité, les forêts et le changement climatique, les forêts et les moyens de subsistance, ainsi que le développement de l'entreprise rurale. Les spécialistes doivent être formés de manière à comprendre les profondes conséquences des facteurs du changement et être capables de participer aux efforts interdisciplinaires tout en orientant ceux-ci à la faveur de la promotion et de la consolidation de la gestion durable des forêts. Les experts qui se spécialisent dans les processus internationaux et les politiques mondiales doivent bien comprendre les conditions et facteurs qui sont déterminants pour la gestion durable des forêts.

Parallèlement, les spécialistes engagés auprès des producteurs, des entreprises forestières menant leurs activités au sein de la communauté et des groupes autochtones doivent comprendre les conséquences à tirer du dialogue mené à l'échelle mondiale afin de saisir les possibilités qui en découlent. Puisque l'on ne peut attendre d'aucun expert qu'il assure la gestion de toutes les dimensions complexes de la foresterie, le nouveau spécialiste doit reconnaître à quel point il est important de mettre en contact les personnes et les institutions compétentes pour résoudre les problèmes de manière exhaustive. Il doit aussi être conscient de la nécessité de susciter une participation élargie et être capable de faciliter une telle participation tant en ce qui concerne les politiques de niveau national que les initiatives locales.

Il est indispensable d'assurer la formation des spécialistes et des praticiens afin de s'adapter en fonction de l'évolution des circonstances et, avec le temps, de perfectionner et de mettre à jour les compétences; par exemple, l'adoption d'une stratégie communautaire de préservation de la forêt suppose l'acquisition d'une toute nouvelle série de connaissances, de compétences, de valeurs et d'attitudes au sein de la bureaucratie forestière.

Il est également important d'associer la recherche à l'enseignement et à la formation afin d'assurer la diffusion efficace des nouvelles connaissances pertinentes et de mettre les étudiants en relation avec les processus réels grâce à des mécanismes tels que les travaux de recherche réalisés dans le cadre d'une thèse.

Bruno Locatelli

Messages essentiels IV

- Le renforcement des capacités est indispensable, car il permet de s'assurer que les responsables de la gestion des forêts possèdent le savoir et les compétences nécessaires en vue de favoriser la gestion durable des forêts et tirer profit des occasions qu'elle présente.
- Les enjeux de la foresterie touchent différentes disciplines de recherche. L'approche interdisciplinaire fournira aux gestionnaires de forêt, aux décideurs et aux responsables de l'élaboration des politiques les compétences, les informations et les connaissances dont ils ont besoin.
- Il faut que la recherche s'intéresse à un ensemble de sujets, comme la composition et le développement des forêts, la diversité génétique, la régénération, et les conséquences du changement climatique sur les forêts et sur les populations tributaires des forêts. Les interactions complexes entre les facteurs du changement et leurs conséquences collectives sur les forêts et sur la société présentent un autre enjeu pour la recherche.
- La gestion adaptative et l'élaboration d'une stratégie adaptative passent par la surveillance de la couverture forestière, des changements écologiques des forêts ainsi que des conséquences socio-économiques et environnementales des différentes politiques et pratiques de gestion.
- Il faut que les spécialistes soient formés de manière à avoir une compréhension élargie et multidisciplinaire du secteur forestier ainsi que du rôle qu'il remplit pour répondre aux besoins en services écosystémiques, promouvoir le développement rural et améliorer les conséquences du changement climatique. Ils doivent participer aux efforts interdisciplinaires déployés pour promouvoir et consolider la gestion durable des forêts, et assurer le leadership.

Postface et remerciements

Ce document a été produit par le Projet spécial sur les forêts du monde, la société et l'environnement de l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO WFSE). L'IUFRO WFSE est un réseau ouvert, axé sur la collaboration et à but non lucratif, qui est composé de scientifiques et d'experts. Il est piloté par dix organismes internationaux de recherche, à savoir: CATIE (Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza/Centre agronomique tropical pour la recherche et l'enseignement supérieur), CIFOR (Centre de recherche forestière internationale), CIRAD (Recherche agronomique pour le développement), EFI (Institut forestier européen), FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), ICRAF (Centre mondial pour l'agroforesterie), vTI (Johan Heinrich von Thünen-Institut), Metla (Institut finlandais pour la recherche forestière), NRCan (Ressources naturelles du Canada) et UNU (Université des Nations Unies).

Cet énoncé de politique s'inspire du livre intitulé «Forests and Society: Responding to Global Drivers of Change » publié par l'IUFRO WFSE en 2010. Ce livre est le fruit des efforts collectifs fournis par des scientifiques et des experts issus de partout dans le monde. Il a pour but de cerner les principaux facteurs mondiaux du changement et leurs conséquences directes et indirectes sur les forêts, sur la foresterie et sur les populations tributaires des forêts, et il propose des moyens de s'adapter aux facteurs du changement et d'exploiter les occasions qu'ils pourraient présenter. Le présent énoncé de politique transmet, de manière condensée, certains des principaux résultats, conclusions et recommandations de ce livre.

Les rédacteurs manifestent leur gratitude envers les 150 auteurs du livre intitulé Forests and Society: Responding to Global Drivers of Change pour leur précieux concours. Nous exprimons également notre reconnaissance envers les partenaires de l'IUFRO WFSE et le ministère des Affaires étrangères de Finlande pour leur soutien apporté à la production et la publication de cet énoncé de politique.

Nous adressons nos remerciements à Seppo Oja pour la conception et la mise en page de ce document.

Le contenu du présent document ne reflète pas nécessairement les points de vue des organismes ayant apporté leur soutien au présent travail.

Rédacteurs:
Pia Katila, Glenn Galloway, Gerardo Mery, Wil de Jong, Lauri Hetemäki, René I. Alfaro et *Jari Varjo*